

Ecrit par le 23 juillet 2024

La Mut' recherche 80 collaborateurs

La Mut' -Mutualité française- recherche 80 professionnels en Contrat à durée indéterminée et déterminée (CDI, CDD) pour les Bouches-du-Rhône.

Il est question d'Aide-soignant H/F (homme ou femme) 17,5 heures hebdomadaires pour le SSIAD à Marseille (Service des soins infirmiers à domicile), des Opticiens H/F à Salon-de-Provence, des Audioprothésistes H/F à Aix-en-Provence, des Chirugiens-dentistes omnipraticiens H/F à Aix-en-Provence, des Auxiliaires de puéricultures, diplôme état H/F, et animateur petite enfance H/F CAP pour les crèches.

Les 900 salariés de la Mut'

La Mutualité Française PACA SSAM (Provence-Alpes-Côte d'Azur, services de soins et d'accompagnement mutualistes) exercent des métiers très divers nécessitant une formation diplômante appropriée. On dénombre plus de 80 métiers au sein de cette entreprise mutualiste, que ce soit dans les domaines du soin, du médico-social, de la distribution de biens médicaux, ou encore dans les fonctions dites « supports ». Actuellement, ce sont plus de 80 nouveaux collaborateurs qui sont recherchés dans toute la région Paca. Les CV (Curriculum vitae) et lettres de motivation sont à envoyer à : recrutement@lamut.fr
www.lamut.fr

A propos de la Mutualité Française PACA SSAM

Présidée par Dominique Trigon et dirigée par Catherine Hêtre, la Mut' est un réseau d'une centaine de services de soins et d'accompagnement mutualistes au savoir-faire médical et social reconnu, fort de 900 salariés. Optique, dentaire, audition, petite enfance, prévention dépendances et handicap, DRAD (Dispositifs renforcés de soutien au domicile), maisons de santé pluriprofessionnelles, déficience visuelle, téléassistance, accompagnement social, service infirmier, Samu social, tels sont les champs d'intervention de la Mut' - MF PACA SSAM, qui place l'humain au cœur de ses actions.

MH

Le Groupe Apave recrute 58 collaborateurs

Ecrit par le 23 juillet 2024

en Paca

Après avoir embauché 1 400 nouveaux talents en 2021, l'Apave, groupe spécialisé dans la prévention, la maîtrise des risques et la formation professionnelle recherche à nouveau 1 500 nouveaux collaborateurs en France et à l'international dont 58 en Provence-Alpes-Côte d'Azur et 42 en Occitanie.

Ce plan de recrutements d'envergure concerne l'ensemble des métiers et les filiales du Groupe. Plus précisément ? L'entreprise recherche des jeunes diplômés, cadres, ingénieurs, techniciens mais aussi alternants et stagiaires préparant des diplômes de bac+2 à bac+5

«Les enjeux de sécurité et de maîtrise des risques n'ont jamais été autant d'actualité assure Philippe Maillard, directeur général du groupe Apave. La transition écologique et la révolution numérique modifient en profondeur la nature des risques techniques, humains, environnementaux ou numériques, et la façon de les gérer.»

Les profils recherchés ?

[L'Apave recherche](#) des ingénieurs chargés d'affaires Environnement et Energie, des techniciens en Mesures Environnementales ; des techniciens chargés d'Inspection en électrotechnique, Radioprotection, Mécanique, Matériaux, Mesures Physiques ou encore CND ; des ingénieurs Génie Civil, Electrotechnique, Mécanique, Constructions soudées, Hygiène Sécurité Environnement (HSE), des coordonnateurs Sécurité et Protection de la Santé (SPS) ; des diagnostiqueurs immobiliers et amiante et des commerciaux.

Comment tout a commencé

Ernest Zuber, vice-président de la SIM (Société Industrielle de Mulhouse) fonde, en 1867, avec d'autres industriels, l'Apave (l'Association Alsacienne des Propriétaires d'Appareils à Vapeur) car, dans la deuxième moitié du 19ème siècle, les premières machines à vapeur sont à l'origine de nombreux accidents dans les usines. Son objectif : renforcer la sécurité, éviter les risques d'explosion et réaliser des économies d'énergie.

Les chiffres

Le groupe Apave en chiffres ce sont 1 milliard de chiffre d'affaires ; 12 650 collaborateurs ; 170 centres de formation ; 150 ans d'expérience ; 130 agences en France ; 45 pays dans le monde ; 18 centres d'essais industriels et un centre de formation des apprentis.

MH

Ecrit par le 23 juillet 2024

Partenariat inédit afin de recruter dans le secteur transport-logistique de Paca



[Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) et [l'AFT Paca Corse](#) viennent de conclure un partenariat afin de « faciliter et anticiper les recrutements du secteur transport-logistique » dans la région.

L'enjeu est de taille car cette activité constitue un secteur phare de l'économie locale avec plus de 100 000 salariés. La filière représente 8% de l'emploi régional et a affiché une croissance de 16,5% de ses effectifs au cours des 5 dernières années.

En Vaucluse, le transport et la logistique représente 12 206 salariés répartis dans 696 établissements. Par ailleurs, le nombre de DPAE (déclaration préalable à l'emploi) s'est monté à 8 499 en 2021 dans le département (+12% en un an) alors que le nombre d'offres d'emploi s'élève actuellement à 1 816 dont

Ecrit par le 23 juillet 2024

1 135 en CDI (Contrat à durée indéterminée).

Mieux anticiper les besoins

Le but de ce partenariat est d'anticiper les évolutions du secteur pour pouvoir répondre aux nouveaux besoins en compétences notamment en mettant en place des actions de formation. Les deux institutions travailleront également ensemble pour livrer des diagnostics et portraits de secteur afin d'affiner et partager leurs connaissances sur les enjeux du secteur. Ce rapprochement entre les deux réseaux va aussi permettre aux 450 conseillers entreprise de Pôle emploi de mieux connaître les conditions d'exercice, les spécificités des différents métiers et les attentes des professionnels du transport logistique en termes de savoir-faire et savoir-être.

« Accompagner le développement économique des secteurs stratégiques de la région fait pleinement partie des missions de Pôle emploi, nous avons un rôle à jouer pour mettre à mal les a priori sur certains métiers et favoriser la mixité professionnelle en incitant les jeunes, les femmes, les demandeurs d'emploi de longue durée à s'orienter vers ces métiers », explique [Pascal Blain](#), directeur régional de Pôle emploi.

Des métiers méconnus et parfois en tension

Avec plus de 5 900 établissements en région, Pôle emploi estime que le secteur est un vivier d'emplois important qu'il s'agisse du transport de voyageur, de marchandises ou sanitaire et certains métiers connaissent même des tensions. Pour [Caroline Gouy](#), déléguée régionale de l'AFT « cette situation s'explique en partie par une méconnaissance des métiers et des conditions de travail qui ont pourtant beaucoup évolué notamment en termes de pénibilité. »

Pour les adhérents de l'AFT Paca-Corse, ce partenariat sera donc l'occasion de mieux appréhender l'offre de services de Pôle emploi dédiée aux entreprises et de pouvoir s'en emparer. Présentation des aides à l'emploi, accompagnement dans la mise en place d'actions de formation, de pré-recrutement et de sélection des candidats grâce aux différents formats de rencontres ('job dating', 'escape game', ateliers découverte des métiers) proposés par les agences Pôle emploi... ils pourront mobiliser selon leurs besoins toute l'expertise d'un service RH (Ressources humaines) dédié.

L'avenir appartient aux femmes

Identifiée par Pôle emploi comme l'une des 12 filières porteuses en Paca dans le cadre de son programme 'Expertises d'avenir', l'organisme entend notamment y orienter les demandeurs d'emplois dont les profils ne sont pas forcément les premiers auxquels on pense. Et plus particulièrement les femmes. « Le transport logistique compte seulement 19 % de femmes, rappelle Caroline Gouy. Sensibiliser et attirer les femmes vers ces métiers est une des possibilités de répondre aux difficultés de recrutement. » Il s'agira alors de capter précisément les besoins, de les traduire en achats de formation et si nécessaire d'y répondre ensuite.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Guillaume Le Goff, nouveau directeur 'entreprises' Paca-Ara chez Suez

Guillaume Le Goff a été nommé directeur des territoires Provence-Alpes-Côte d'Azur-Auvergne-Rhône-Alpes pour l'activité 'services aux entreprises' de Suez.

Après 15 années passées dans le secteur du négoce, de la supply-chain et de la distribution de produits pétroliers, [Guillaume Le Goff](#) a rejoint le [groupe Suez](#) en 2014 en qualité de directeur d'agence de la Normandie pour l'activité recyclage et valorisation des déchets.

En remplacement de Bruno Lavigne, il dirige désormais une équipe de près de 600 collaborateurs engagées dans le recyclage et la valorisation des déchets à travers 5 agences régionales sur les deux territoires. Il a pour principales missions d'accompagner les entreprises et industriels dans leurs réflexions et à la mise en place d'actions concrètes en faveur de l'économie circulaire grâce aux solutions et services proposés par Suez.

« Je suis ravi d'accompagner nos clients et parties prenantes dans la réduction de leur empreinte environnementale, grâce à des solutions tangibles de valorisation sous forme de matières et d'énergies », a-t-il commenté dernièrement. Au total, l'activité 'services aux entreprises' recyclage et valorisation compte plus de 9 000 clients, artisans, TPE mais aussi de grands groupes. Ils sont répartis sur tous les secteurs d'activité, de l'industrie au BTP, mais aussi dans les services, la distribution, la santé ou encore la logistique.

L.M.

Usufruit locatif, Perl et Erilia s'associent pour construire en zones tendues

Ecrit par le 23 juillet 2024



Provence-Alpes-Côte d'Azur, Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle Aquitaine, ces trois régions ont été définies par Perl, filiale de Nexity et Erilia comme des zones stratégiques de construction. Ambition ? Construire 450 logements sociaux, intermédiaires et abordables, en zones tendues, dans les trois ans. Avec quels outils ? L'usufruit locatif social et locatif intermédiaire (ULS et ULI).

L'idée provient à la fois de l'énorme potentiel d'épargne actuellement disponible et du peu de produits financiers proposé ce dont Tristan Barrès, directeur général de Perl, se fait l'écho : «L'épargne privée disponible est abondante. Elle doit être davantage utilisée pour renforcer la production de logements abordables en complément de la production classique.»

Du côté d'Erilia

«Ce partenariat nous permet d'offrir une solution complémentaire à nos offres habituelles, précise Frédéric Lavergne, directeur général d'Erilia. En zone tendue, le dispositif d'ULS a déjà fait ses preuves, d'ailleurs nous l'éprouvons depuis plus de 10 ans. Ce partenariat avec Perl, leader de ce dispositif, viendra ajouter une brique à nos solutions immobilières traditionnelles.»

En savoir plus sur Perl

Perl est un spécialiste en investissement en nue-propriété adossé à l'usufruit locatif « ce qui permet de produire du logement abordable en mobilisant de l'épargne privée et en construisant en cœur de villes et dans les grandes métropoles où croît la tension foncière. » La promesse de l'entreprise ? « Produire des logements à loyers abordables sur l'ensemble du territoire, en mobilisant une épargne privée, socialement responsable et économiquement performante. »

Qu'est-ce que l'usufruit locatif ?

Le modèle d'Usufruit locatif social associe investisseurs privés, collectivités locales et bailleurs sociaux dans la production de logements, neufs ou anciens. Il repose sur un démembrement de propriété : l'usufruit du bien est détenu par un bailleur social tandis que sa nue-propriété appartient à un

Ecrit par le 23 juillet 2024

investisseur privé. Le bailleur social loue les logements à des ménages sous conditions de ressources, moyennant des loyers sociaux ou intermédiaires. Le nu-propiétaire, quant à lui, ne perçoit aucun loyer mais il bénéficie d'un régime fiscal favorable et le bailleur social lui garantit la libération du bien et sa remise en état à l'échéance de la convention.



Exemple de construction DR

Avantages de l'usufruit locatif social

Pour l'acquéreur de la nue-propriété Ce dispositif d'investissement locatif connaît un succès croissant. En effet, l'acquéreur de la nue-propriété achète un bien immobilier pour un prix réduit par rapport à sa valeur en pleine propriété et bénéficie d'avantages fiscaux (intérêts d'emprunts déductibles d'éventuels revenus fonciers, réduction de la base imposable à l'ISF) pendant le démembrement de propriété ; l'usufruit locatif social peut également être utilisé comme outil de transmission du patrimoine.

Pour le bailleur social

L'acquisition de l'usufruit peut être intégralement financée par les loyers ;

Pour la collectivité locale

Les logements entrent dans le quota de logements sociaux de la loi SRU ;

Pour les pouvoirs publics

Le dispositif permet d'augmenter l'offre de logements sociaux là où leur financement est le plus difficile, en **zone tendue**, sans qu'il soit nécessaire de les subventionner.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Dans le détail

Le démembrement de propriété consiste à séparer la pleine propriété d'un bien en la partageant entre la nue-propriété (droit de disposer du bien) et l'usufruit (droit d'usage du bien, c'est l' « usus » mais aussi droit d'en percevoir le « fructus », les loyers). Ainsi, en démembrent un bien, il y a la personne qui possède le bien et celle qui l'utilise. C'est sur ce principe que l'usufruit locatif social s'est basé pour compléter les différents modes de financement du logement social. Depuis 2006, ce nouveau mode de financement est d'ailleurs encadré par la loi ENL (Engagement National pour le Logement).

Ce type de programme se développe donc dans de nombreuses villes, notamment celles qui connaissent une importante tension foncière et qui doivent développer leur offre de logements sociaux. Avec le mécanisme de l'usufruit locatif social, **l'investisseur fait l'acquisition de la nue-propriété d'un bien immobilier neuf et il n'en paie en moyenne que 60% du prix**. Ce montant peut varier entre 50 et 70% selon la durée de l'usufruit notamment, mais dans tous les cas, il n'achète donc que la nue-propriété du logement.

L'usufruit de ce même bien est alors acquis par un bailleur social pour une durée qui peut s'étendre de 15 à 20 ans. C'est ce même bailleur social qui est en charge de louer le bien sous condition de ressources, d'où la notion d'usufruit locatif « social ». L'acquéreur de la nue-propriété n'a donc pas à se soucier de la gestion locative du bien puisque c'est le bailleur social qui s'en charge et qui, d'ailleurs, en perçoit les loyers. Cet usufruit est temporaire, il est défini par la durée du bail signé.

A terme, c'est l'acquéreur de la nue-propriété qui récupère la pleine propriété du logement. A lui de choisir de poursuivre la location (avec ce même locataire ou non) ou de revendre le bien. Il peut aussi très bien choisir d'y habiter. Dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de décider de donner congé au locataire 6 mois avant la fin de l'usufruit. (Source Notaires.fr)

Erilia en chiffres en 2020

Erilia réalise un chiffre d'affaires de 388,9M€, loge 127 816 personnes, a mis 1 290 logements en chantier et en a livré 248. La société à mission accueille 910 collaborateurs dont 614 sont dévolus aux services de proximité. Erilia est agréée organisme de foncier solidaire pour les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Occitanie, Corse, Nouvelle Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes. Son cœur de métier ? la construction en maîtrise d'œuvre directe, en acquisition amélioration, en Vefa (vente en état futur d'achèvement) en aménagement, accession sociale à la propriété, en vente de patrimoine et gestion de co-propriété. www.erilia.fr

Ecrit par le 23 juillet 2024



Exemple de construction DR

Et si l'on créait un drive de produits fermiers ?

Ecrit par le 23 juillet 2024



La **Chambre d'agriculture** Provence-Alpes-Côte d'Azur organise un webinaire destiné aux agriculteurs de la région. Le thème : « Comment mettre en place un drive de produits fermiers ? », mercredi 12 janvier de 13h30 à 15h00.

L'agriculture évolue, les modes de commercialisation des produits agricoles aussi. Vendre directement ses produits, c'est tentant... mais comment s'y prendre ? Créer une boutique en ligne, installer un drive de produits à la ferme, utiliser un distributeur automatique collectif avec d'autres producteurs... Les solutions existent, chacune présente un certain nombre d'avantages et de contraintes.

Ce webinaire est animé par des conseillers experts des chambres d'agriculture, qui présenteront les démarches, les services et les outils spécifiques conçus notamment dans le cadre de la marque « Drive fermier Bienvenue à la ferme ». Des témoignages de porteurs de projet viendront également nourrir le partage d'expériences.

Participation gratuite sur inscription préalable. Enregistrement en ligne : [cliquez ici](#).

L.M.

ECF SPS, quand la formation explose les compteurs

‘Si les besoins de formation sont en plein boum, la réglementation en fait un marché très étroit où peu d’entreprises sont capables de répondre à la demande.’

Gilbert Cassar, acteur de référence de la formation dans les métiers du transport, de la logistique, du BTP (Bâtiment et travaux publics), de la sécurité et réseau d’écoles de conduite en Provence-Alpes-Côte d’Azur évoque le marché de la formation. Si la demande explose dans ce secteur, le poids de la réglementation et la chape administrative n’offrent que peu de latitude pour absorber une demande croissante.

«D’après nos propres estimations et en regard des flottes privées et publiques de poids-lourds, il manquerait environ 1 million de chauffeurs en France, précise Gilbert Cassar, Directeur-général d’[ECF SPS](#). En septembre, L’ambassade du Canada a même demandé à la France de lui fournir des chauffeurs routiers pour travailler au Québec. Ainsi, ECF France et [ECF SPS](#) Avignon sont diligentes pour évaluer les chauffeurs français ayant postulé à l’ambassade du Canada avant que de leur proposer d’entamer une nouvelle vie là-bas. Le Canada y met d’ailleurs les moyens puisqu’il offre d’accompagner le conjoint dans ses démarches de recherche d’emploi et œuvre à l’installation de la famille afin de fidéliser les futurs salariés.»

Le Brexit

«L’Angleterre est également très en demande, malmenée par un [Brexit](#) qui a notoirement ralenti ses propres échanges avec les pays voisins, induit de fortes contraintes administratives liées aux entreprises, fait fuir les chauffeurs routiers étrangers, pâtit d’une vie économique plus chère qu’en France, sans compter le changement de monnaie... Le fret par containers a, dans un même temps, considérablement augmenté alors que le transport de marchandises dans l’intérieur du pays ne peut se faire faute de chauffeurs, carençant durablement l’approvisionnement des entreprises et des particuliers.»

Pénurie de chauffeurs-routiers

«Pourquoi sommes-nous en pénurie de chauffeurs ? Très longtemps notre pays n’a pas beaucoup recruté, nombre d’entreprises choisissant de travailler en ‘cabotage’, c’est-à-dire via une autorisation temporaire accordée par l’Union Européenne pour réaliser une livraison de marchandises dans un autre pays de l’Union et sans passer par l’hexagone. Également, les entreprises formaient parfois des équipages de 2 chauffeurs par camion afin d’effectuer de longs trajets à deux en alternance ce qui permettait de

Ecrit par le 23 juillet 2024

conduire plus longtemps et plus loin, en conformité avec la loi.»

La formation

«Aujourd'hui ? Les Pouvoirs publiques s'inquiètent d'une relance économique plus appuyée que prévue, toutes filières confondues et notamment pour le fret, parce que nous manquons de main d'œuvre. Cela se conjugue à 'l'effet confinement' qui a induit des prises de conscience et l'envie pour certains de changer complètement de vie, y compris professionnelle. Ça été le cas dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, du bâtiment et des chauffeurs routiers, tous désirant consacrer plus de temps à leur famille.»

L'évolution du travail

«Le monde du travail aujourd'hui évolue. Les actifs souhaitent conserver des jours de télétravail, veulent vivre plus en famille. Le travail n'est pas récompensé notamment lorsqu'en restant chez soi ou en étant au chômage l'on gagne tout autant. Si l'on compare l'amplitude horaire des personnes qui travaillent à celles qui gagnent le Smic (Salaire minimum de croissance), ces dernières sont mieux payées que les premières. Une des solutions serait de défavoriser très franchement le non-travail et de revaloriser le travail. Nous ne pourrions pas trouver de personnel motivé pour travailler sans une réforme drastique du chômage.»

Ecrit par le 23 juillet 2024



Perspectives

«La formation de chauffeurs-routiers va s'intensifier. La problématique ? Le marché reste étroit car même en formant de nouveaux professionnels nous ne pourrions pas répondre à la demande. Autre paramètre ? 100% des chauffeurs formés et reçus n'intégreront pas le métier parce que celui-ci est difficile et réclame un rythme de vie hebdomadaire soutenu. Pour autant, en France, la formation est plutôt très performante.»

Le marché

«La formation a toujours évolué en fonction des réglementations. Celles-ci sont adoptées puis appliquées, notamment dans les examens liés à des titres professionnels, harmonisées en fonction des nouvelles technologies, comme la digitalisation. C'est le cas notamment pour les FCO (Formation continue obligatoire), Fimo (Formation initiale minimale obligatoire), Caces (certificat d'aptitude à la conduite

Ecrit par le 23 juillet 2024

d'engins en sécurité) car le chauffeur-livreur, notamment d'une PME (petite et moyenne entreprise) peut avoir besoin du volet logistique de sa profession, pour charger et décharger lui-même son camion.»

Prégnante réglementation

«La réglementation évolue sans fin. Le droit d'entrée dans notre secteur de la formation est très compliqué. Nous sommes, sans cesse, audités, contrôlés, certifiés par des agences indépendantes, compilant par ailleurs les agréments. C'est très franco-français car ces certifications ne sont pas demandées à l'étranger et c'est ce qui complique la mise en concurrence, c'est particulièrement vrai dans l'agroalimentaire. Nous collectionnons les normes et les freins ce que ne font pas les autres pays.»

Le bilan

«Nous sommes bloqués par deux systèmes : le recrutement et la fidélisation du personnel. La concurrence fait son marché dans nos rangs alors, pour contrer ce phénomène, nous revalorisons les salaires. Par ailleurs les prix à la pompe grimpent ce qui induit un surcoût lors des heures de conduites... L'autre frein ? L'administration, la réglementation et le déficit du nombre d'inspecteurs. Difficile d'obtenir assez de jours d'examens car nous ne voulons pas que nos récipiendaires attendent trop longtemps pour passer devant l'examinateur et obtenir titres et examens. Notre bilan ? ECF SPS réalise une progression, chaque année, à deux chiffres. 2019 et 2020 ont été de très bonnes années puisque nous sommes passés de 14 à 17M€ de chiffre d'affaires. 2021 s'est révélée excellente au vu des commandes et des marchés sur le point d'arriver puisque nous atteindront les 20M€ de CA.»

Écrit par le 23 juillet 2024



La 'Place de l'emploi et de la formation' s'installe au Pontet le 14 octobre

Ecrit par le 23 juillet 2024



Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur a imaginé la 'Place de l'emploi et de la formation' comme un lieu de ressources et d'échanges, animé par un réseau de partenaires et d'entreprises à la rencontre des publics. La prochaine session aura lieu jeudi 14 octobre, de 13h à 17h, 6A avenue Charles de Gaulle au Pontet.

L'idée ? Proposer des solutions d'insertion professionnelle durable, promouvoir les opportunités de formations et faire découvrir les métiers porteurs. Cette initiative hors les murs repose sur des partenariats locaux forts dans le domaine de l'emploi et de la formation (organismes de formation, fédérations professionnelles, associations d'entreprises...) et dans le domaine du social (centres sociaux, CAF, associations de quartier...) pour permettre une information complète des visiteurs.

Quatre espaces

Cette rencontre se compose de quatre espaces distincts. Un premier espace orientation et formation 'Même sans le bac, je peux !' vise à découvrir les métiers qui recrutent grâce aux casques de réalité virtuelle qui permettent une immersion au cœur des secteurs, les formations accessibles et faire le point sur ses compétences. Deux chantiers d'insertion viendront faire découvrir leurs métiers : la couture avec 'Au fil de soi' et la restauration de meubles avec la 'Ressourcerie le Grand R'.

Ecrit par le 23 juillet 2024

L'espace accompagnement propose lui un appui aux techniques d'entretien, à la création de CV et de lettre de motivation. Des ateliers coaching en image, relooking et portraits pour CV seront également proposés. L'espace numérique vise à valoriser les métiers du numérique et favoriser l'inclusion numérique. Un espace job dating permet enfin aux entreprises et aux candidats de se rencontrer autour d'opportunités locales.

Les prochaines dates à découvrir en [cliquant ici](#).

L.M.

Artisanat : il y a eu davantage d'apprentis en Vaucluse en 2020

Ecrit par le 23 juillet 2024



Malgré le Covid on a dénombré 1 690 apprentis dans le secteur de l'artisanat en Vaucluse en 2020. Un chiffre en hausse de 2% par rapport à l'année scolaire précédente 2018/2019. Au niveau régional, la nouvelle édition du baromètre ISM (Institut Supérieur des Métiers)-MAAF de l'artisanat fait également apparaître une hausse moyenne de 2% sur la même période. C'est le département des Hautes-Alpes qui enregistre la plus forte hausse (+6 %), devant les Alpes-Maritimes (+5%), les Bouches-du-Rhône (+3%), les Alpes-de-Haute-Provence (+2%) et le Var (-3%)

Deuxième département de France en nombre d'apprentis de l'artisanat, les Bouches-du-Rhône concentre le plus grand nombre d'apprentis de la région (4 480). En tout, en 2020 la région Provence-Alpes-Côte d'Azur totalisait 12 230 sur les 153 300 apprentis de l'Hexagone.

« Après une relative stabilisation des effectifs en 2018-2019, le nombre d'apprentis de l'artisanat augmente significativement dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2019-2020, constate Marielle Vo-Van Liger, directrice marketing et communication MAAF. Le secteur, de par sa grande variété de métiers, attire de nombreux jeunes désireux de développer un savoir-faire aux côtés de professionnels qualifiés mais également, et de plus en plus, les individus en reconversion. Une dynamique

Ecrit par le 23 juillet 2024

encourageante permise par les campagnes de promotion de l'apprentissage menées depuis plusieurs années pour redorer le blason d'une formation trop longtemps délaissée et dévalorisée. »

Nombre d'apprentis par département en 2019/2020 avec l'évolution par rapport à l'année scolaire 2018/2019.

Le BTP et la coiffure

Dans la région, les effectifs augmentent dans la plupart des secteurs au premier rang desquels le secteur du BTP qui enregistre une hausse de 4% (5 320 apprentis). Dans les secteurs de l'artisanat de l'alimentation et des services, ils enregistrent des hausses respectives de +3% (2 180 apprentis) et +1% (3 830). Seul l'artisanat de fabrication enregistre une baisse de -5% de ses effectifs en apprentis (900).

Par ailleurs, en effectif ce sont les métiers de la coiffure et du jardinage qui attirent traditionnellement le plus grand nombre d'apprentis dans la région. En nombre d'apprentis, les cinq premiers diplômes préparés sont les CAP métiers de la coiffure (730 apprentis), les BP coiffure (690 apprentis), les CAP jardinier/paysagiste (550 apprentis), les CAP pâtissier (550 apprentis) et les CAP monteur en installations sanitaires (510 apprentis). Il s'agit de diplômes pouvant être préparés dès la sortie du collège, à l'occasion d'une réorientation et d'un second parcours mais aussi, pour les demandeurs d'emploi, lors d'une reprise de formation.

Des taux d'emploi supérieurs

Quel que soit le secteur, pour la grande majorité des apprentis de l'artisanat, l'insertion professionnelle se fait dans les 6 mois suivants la formation : 64 % des apprentis sont ainsi en emploi 6 mois après l'obtention de leur diplôme. C'est dans l'artisanat de fabrication que le taux d'emploi est le meilleur (69%) : les apprentis de ce secteur sortent en effet généralement avec un niveau de diplôme plus élevé.

A titre de comparaison, seuls 40 % des étudiants qui se forment aux mêmes diplômes par la voie scolaire classique ont trouvé un emploi 6 mois après la fin de leur formation. Au moment de l'embauche, l'entreprise donne bien souvent l'avantage à l'ex-apprenti qui possède déjà une expérience du métier et, plus généralement, du monde professionnel.

« Dans le contexte de la difficile insertion professionnelle des jeunes, que la crise sanitaire est venue aggraver, les ex-apprentis possèdent un avantage indéniable, explique Catherine Elie, directrice des études et du développement économique de l'ISM. Leurs profils sont très plébiscités par les employeurs, de plus en plus regardants sur les expériences professionnelles passées de leurs potentielles nouvelles recrues ainsi que sur leur connaissance du monde du travail. Avec un taux d'emploi à 77 %, ce sont les ex-apprentis avec le niveau de diplôme le plus élevé - Brevet Professionnel, Brevet Technique des Métiers, BTS et supérieur - qui sont les plus avantagés. À noter que l'état du marché influe également significativement sur les débouchés : dans certaines spécialités très recherchées (ambulancier, couvreur ou bien encore boucher), le taux d'emploi est très élevé, pouvant atteindre 90% ! »

L.G.